

**CENTRE DE TRADUCTION ET DE
TERMINOLOGIE JURIDIQUES (CTTJ)**
Faculté de droit
Université de Moncton, campus de Moncton

<p>RAPPORT ANNUEL au 30 avril 2020</p> <p>PRÉSENTÉ AU SÉNAT ACADÉMIQUE</p>

Téléphone : 506-858-4145 Courriel : cttj@umoncton.ca Site Web : www.cttj.ca

1. BILAN

a) *Objectifs fixés pour 2019-2020 et résultats obtenus*

(i) **Poursuivre l'œuvre de francisation et d'uniformisation du vocabulaire de la common law.**

- Dans le cadre du Réseau des centres de jurilinguistique rattachés aux universités de Moncton, d'Ottawa, de McGill et de St-Boniface, nous avons terminé les travaux de normalisation du vocabulaire français de la common law qui étaient en cours dans le domaine des modes substitutifs de résolution des différends. Ce travail de recherche a donné lieu à la publication d'une deuxième édition revue et augmentée du *Lexique des modes substitutifs de résolution des différends (common law)* que l'on peut consulter à l'adresse WEB suivante : <https://www.btb.termiumplus.gc.ca/publications/resolution-mode-fra.html>. De plus, nous avons poursuivi les travaux terminologiques en matière de **violence familiale**, le nouveau domaine à l'étude. Enfin, soulignons que le CTTJ continue à coordonner tous les travaux décrits ci-dessus pour le réseau.
- Nous avons aussi poursuivi les travaux de révision et d'enrichissement de JURITERM, la banque terminologique de la common law du CTTJ, consultable sur le site Web du CTTJ. Nos recommandations paraissent également dans la banque de terminologie TERMIUM PLUS[®] du gouvernement fédéral.

(ii) **Travailler à l'avancement de la jurilinguistique française.**

- Le Centre a poursuivi la diffusion du *Juridictionnaire* (recueil des difficultés et des ressources du français juridique). Le *Juridictionnaire* est consultable gratuitement en ligne sur le site du CTTJ et figure également parmi les outils d'aide à la rédaction sur le site de TERMIUM PLUS[®]. Selon les statistiques récentes du Bureau de la traduction du Canada, le *Juridictionnaire* figure encore et toujours parmi les trois outils les plus consultés parmi tous les outils linguistiques disponibles sur leur site Web.
- Le Centre a continué à alimenter son site Web, sur lequel il diffuse entre autres des *Actualités jurilinguistiques*, une *Veille documentaire* et les dossiers d'analyse rédigés dans le cadre des travaux de normalisation du vocabulaire français de la common law.

(iii) Apporter une aide aux personnes soucieuses de s'exprimer correctement en français juridique.

- Le Centre a fourni des services d'aide à la rédaction juridique et donné des séances d'information sur les outils disponibles à cette fin.

(iv) Contribuer de façon générale à l'avancement du bilinguisme officiel dans les secteurs public et privé.

- Le Centre a continué d'être le principal traducteur, pour le compte du gouvernement du Nouveau-Brunswick, des **décisions de justice** publiées dans les deux langues officielles. Parmi ses autres travaux à contrat, il a aussi traduit plusieurs **lois, règlements et règles**, notamment pour le compte du gouvernement de la Saskatchewan et de divers ordres professionnels, ainsi que des **arrêtés municipaux**, et fourni des **services d'expert** en jurilinguistique, notamment au gouvernement de la Colombie-Britannique et au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien concernant les accords avec des peuples autochtones. De plus, il est devenu cette année l'unique fournisseur de services de traduction et de révision d'un important organisme judiciaire canadien, ce qui démontre l'importance et la qualité de son travail.
- Par ailleurs, notre projet intitulé « Traduction de décisions judiciaires unilingues d'importance dans l'autre langue officielle » a été accepté en juillet dernier par le ministère fédéral de la Justice par l'entremise du Fonds d'appui à l'accès dans les deux langues officielles. Le but ultime de cet important projet est d'accroître le nombre de décisions judiciaires d'importance accessibles dans les deux langues officielles dans toutes les provinces et tous les territoires canadiens. Ce projet, qui nous a permis de traduire environ 80 décisions cette année, n'aurait pu être rendu possible sans la participation de membres de la profession juridique de partout au pays qui ont pris le temps et consacré les efforts nécessaires (et qui continuent à le faire) afin d'alimenter notre liste de décisions nécessitant traduction, principalement, mais non exclusivement, dans les domaines du **droit pénal** et du **droit de la famille**. Sans l'ombre d'un doute, ce projet ambitieux constitue une occasion inespérée d'obtenir des ressources nécessaires capables d'appuyer la pratique du droit dans les deux langues officielles.

(v) Collaborer avec d'autres organismes à la réalisation d'objectifs communs.

- Le Centre a collaboré avec divers partenaires à la réalisation de divers objectifs communs, notamment en matière de formation dans le domaine de la justice, de la normalisation du vocabulaire français de la common law et de la production et de la diffusion d'outils jurilinguistiques.
- Le nouveau directeur du Centre a participé aux réunions du **Réseau national de formation en justice (RNFJ)**, ainsi qu'à celles du comité de gestion de l'**Observatoire international des droits linguistiques**, tout en étant membre du **Comité consultatif**

sur l'accès à la justice dans les deux langues officielles du ministère fédéral de la Justice.

- Le Centre a également participé au **13^e Institut d'été de jurilinguistique** par la présence de sa réviseure et terminologue Marie-Claude Desrosiers.

b) Mandat du Centre

Créé par la Faculté de droit en 1979, le CTTJ a pour mission de travailler à l'aménagement du français juridique au Canada par la production de documents et d'outils qui facilitent l'apprentissage et l'exercice de la common law en français. Il offre des services de traduction, de révision, de consultation et de terminologie à une clientèle variée des secteurs public et privé, le tout étant rendu possible grâce à ses activités de recherche jurilinguistique et à sa production lexicographique. Le CTTJ assure ainsi aux collectivités francophones du pays un accès accru aux services juridiques dans leur langue, tout en collaborant, à l'échelle mondiale, à l'avancement du français dans les institutions juridiques.

c) Ressources humaines et infrastructure

Serge Rousselle, c.r., professeur titulaire et avocat, a succédé en juillet dernier à **Karine McLaren**, trad. a., à titre de directeur du Centre, alors que **Cécile Bourque** a continué à être responsable des services administratifs et que le secrétariat était assuré par **Debbie Maillet**.

Nadine Langis, trad. a., était réviseure et juriste-conseil. **Marie-Claude Desrosiers**, trad. a., était réviseure et terminologue. **Micheline Boudreau** était terminographe. De même, à contrat, **Gérard Snow**, C.M., trad. a., continuait d'occuper les fonctions de juriste-conseil et collaborait aux travaux de révision et de traduction, **Denise Richard-LeBlanc**, trad. a. assurait la révision des décisions de justice et **Catherine Boulet** était lectrice-correctrice.

Par ailleurs, compte tenu d'une somme colossale de travail à accomplir, en janvier dernier, **Sabrina Carrier** a été embauchée à titre de traductrice et de chargée de projets en prévision de l'obtention de son diplôme en traduction au mois de mai, date à laquelle elle est officiellement entrée en fonction. Dans cet esprit de renouvellement de son personnel, sachant que le CTTJ travaille également avec des jurilinguistes qui effectuent des travaux de recherche et de traduction à titre de consultants ou de pigistes, il nous faut souligner qu'au cours de la dernière année, nous avons plus que doublé le nombre de nos pigistes, le Centre contribuant également à leur formation continue.

Le Centre est conseillé par un **comité d'orientation** présidé par le doyen de la Faculté de droit, **Denis Roy**.

d) *Activités de recherche et de développement*

(i) Programmes et projets principaux de recherche et de développement

Grâce au soutien financier de Justice Canada, le CTTJ a pu continuer d'élaborer une terminologie française de la common law, notamment en participant aux travaux de normalisation à l'échelle nationale, en enrichissant sa banque de terminologie, et en actualisant ses autres produits et en assurant la diffusion continue, le tout ayant été élaboré dans la première partie de ce texte sous « Objectifs fixés en 2019-2020 ».

(ii) Diffusion de la recherche

Outre la 1^{ère} et la 2^e éditions du dictionnaire *La common law de A à Z* qui ne sont disponibles qu'en version papier (aux Éditions Yvon Blais), les produits suivants peuvent être consultés sur le site du CTTJ (www.cttj.ca) :

- (1) **JURITERM** (banque terminologique de la common law), qui compte plus de 18 500 entrées consultables gratuitement sur ordinateur personnel ou appareil mobile.
- (2) Le *Juridictionnaire* (recueil des difficultés du français juridique) qui est disponible en outre sur TERMIUM PLUS[®].
- (3) Le *Répertoire des appellations en usage dans les régimes de common law* (anglais-français).
- (4) Les *Actualités jurilinguistiques*.
- (5) La *Liste d'outils linguistiques pour la traduction juridique au Canada*.
- (6) La *Liste des monographies et articles sur la jurilinguistique française*.
- (7) Les dossiers terminologiques servant aux travaux de normalisation.

e) *Autres activités*

En plus d'effectuer des travaux de recherche, le CTTJ fournit à contrat des services de traduction, d'adaptation et de consultation comme ceux mentionnés plus haut.

f) *Impact de la COVID-19 sur les activités*

Dans le contexte de la COVID-19, le télétravail est rapidement devenu réalité pour l'équipe du CTTJ et, mis à part quelques réajustements de départ, il n'y a eu que très peu de répercussions sur nos activités pour l'instant. Cependant, étant donné que nous sommes actuellement dans une phase importante de renouvellement de notre personnel et que le tout nécessite une formation supervisée continue, cela pourrait devenir un défi important si nous ne réintégrons pas nos bureaux à moyen terme.

g) *Financement*

Les travaux **de recherche et de publication** sont subventionnés, pour la plupart, par le ministère de la Justice du Canada dans le cadre du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles, tandis que les services **de traduction et d'expertise** sont généralement fournis à contrat. Les recettes du CTTJ au dernier exercice ont été de 497 000 \$ en subventions et de 722 765 \$ en contrats, pour un total de 1 219 765 \$ (soit une augmentation

de près de 60 % par rapport à l'année précédente, année au cours de laquelle les recettes totalisaient 725 591 \$).

2. OBJECTIFS POUR L'ANNÉE 2020-2021

Le CTTJ prévoit poursuivre dans la voie actuelle, contribuant toujours à la promotion de l'égalité linguistique et à l'aménagement du français en matière de services juridiques. Le Centre est extrêmement bien positionné et coté dans ses domaines d'expertise et est très actif et productif parmi les centres de jurilinguistique canadiens. Il est en outre le seul à produire des outils scientifiques et se démarque par la fiabilité de ses outils et la qualité reconnue de ses travaux.

Dans cet esprit, les principales activités à réaliser au cours de la prochaine année sont les suivantes :

- coordonner les travaux de normalisation du vocabulaire français de la common law et collaborer à la réalisation de ces travaux;
- élaborer, enrichir et diffuser la banque de terminologie Juriterm qui contribue de manière importante à la diffusion du vocabulaire français de la common law;
- élaborer, enrichir et diffuser les outils jurilinguistiques dans le domaine de la common law en français que sont le dictionnaire *La common law de A à Z* et le *Juridictionnaire*;
- fournir des services de consultation jurilinguistique qui permettent aux formateurs et aux membres de la communauté juridique de bénéficier de l'expertise du CTTJ;
- collaborer à l'alimentation du portail *Jurisource.ca*;
- continuer la veille documentaire en matière de jurilinguistique et d'outils pour la traduction juridique;
- diffuser les *Actualités jurilinguistiques* en ligne;
- collaborer et participer à la 14^e édition de l'*Institut d'été de jurilinguistique*; et
- participer et contribuer aux activités du *Réseau national de formation en justice*.

3. REMERCIEMENTS

Nous remercions l'**Université** et la **Faculté de droit** ainsi que **Justice Canada** de leur appui indéfectible aux travaux du CTTJ dans le domaine de la jurilinguistique. C'est avec beaucoup de satisfaction que nous constatons que nos travaux servent, de par leur qualité et leur utilité, au rayonnement de notre université et à l'avancement de la société acadienne et de la francophonie canadienne, tant sur le plan pancanadien qu'à l'échelle internationale.

Le directeur du CTTJ,

Serge Rousselle